

# Energies renouvelables : trois intox autour des éoliennes

Les économistes de renom comme, par exemple, l'ancien secrétaire d'Etat allemand aux finances, Heiner Flassbeck, multiplient les analyses sur le fiasco économique et technique des énergies renouvelables de première génération, éoliennes et panneaux solaires.

Les lobbies de ces milieux financiers ont l'indécence de répandre dans l'opinion quantité d'informations inexactes destinées à égarer l'opinion et surtout à perpétuer des fortunes indécentes amassées sur le dos du contribuable jusqu'au plus modeste. Le financement des énergies renouvelables prend l'argent des pauvres pour le donner aux riches, ce qui est surprenant.

S'il est une comparaison parfaite, c'est la ligne Maginot : cet ouvrage public a donné lieu à de multiples opérations financières douteuses et à de la corruption, il a enrichi considérablement quelques familles initiées, il prétendait être parfait, et il aura été un échec total.

La première information inexacte consiste à toujours affirmer que la puissance installée est la puissance réelle, et à la convertir en nombre de foyers. Les statistiques officielles de RTE montrent que les 10 300 MW éoliens annoncés comme installés n'en représentent réellement que 2400. Le détournement de ce procédé est double : d'une part, il faut diviser par cinq la puissance d'une installation d'énergies renouvelables pour connaître la puissance réellement efficace (jours de vent ou ensoleillement), le rendement en France ne dépassant pas 20% en moyenne. D'autre part la conversion en foyers desservis n'est pas à diviser par cinq mais par dix car l'astuce consiste à parler des foyers hors équipements lourds, dont 40 % sont pourvus. Ainsi, pour 10 megawatts heure annoncés et 12 000 foyers, il faut en réalité comprendre 2 megawatts heure et 1500 foyers. Il est déplorable que ces informations réelles ne soient pas rectifiées par des autorités étrangement naïves ou dociles, lors des enquêtes publiques qui abusent ainsi de la bonne foi des citoyens. Même avec un vent de 20km/h, une éolienne tourne à 10% de rendement, et produit à peine de quoi faire tourner quelques machines à laver pour 150 logements, seulement un jour sur cinq...(manuel technique Vestas V90 ou Enercon E82 par exemple).

La deuxième intoxication consiste à faire croire à ces énergies renouvelables préhistoriques. Les technologies de panneaux solaires et d'éoliennes à hélices sont simplement les coûts les plus bas qui permettent de s'enrichir le plus vite. Ces technologies sont complètement dépassées. L'expérience Energy Observer qui va parcourir les mers sans un gramme de carburant va utiliser des éoliennes à axe vertical, qui doublent le rendement des éoliennes à hélices, et des piles à combustibles à hydrogène, qui fabriquent de l'électricité à partir de l'eau. L'usine Sillia ex Bosch laisse cette semaine en Rhône Alpes 200 emplois en dépôt de bilan (La Tribune) avec importation massive de panneaux chinois à prix cassés. Vestas avait annoncé 900 emplois pour s'implanter au Royaume Uni mais en a supprimé 3000 avec la fermeture de l'île de Wight, comme le confirme The Guardian.

Troisième scandale : les tarifs d'achat obligatoire sont au moins à deux ou trois fois le prix du marché entre tous producteurs. Alors que ces tarifs ne devaient durer que quelques années, ils perdurent sans aucun investissement de recherche et développement et ont permis de réaliser des bénéfices exorbitants, financés directement par le contribuable. Ces groupes ont une santé insolente alors qu'ils sont subventionnés à 100% et ne créent pas un seul emploi local. Les fermes éoliennes sont

des déserts : il suffit de s'y rendre pour le constater.

Alors que nous en sommes à peine à 4% de contribution il est notoire que l'objectif utopique de 20% ne sera jamais atteint en moyenne annuelle sauf quelques jours par an, tout cela pour un investissement colossal qui représente plus de 50 milliards investis en pure perte et manipulés entre défiscalisation et délocalisation dans les paradis fiscaux. L'irruption mystérieuse de financements islamiques inexpliqués chez un opérateur français important inquiète fortement les milieux spécialisés dans la transparence financière. La délocalisation de plus d'un milliard par un petit noyau de cadres d'EDF EN en paradis fiscal au Luxembourg est tout aussi mystérieuse.